REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Edition spéciale

Conseil Extraordinaire des Ministres de la Commission de l'Océan Indien, Saint Denis du 26 novembre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Conseil extraordinaire COI.....2

- Conseil des ministres de la Coi-Dialogue national I Dhoihir Dhoulkama appelle la Coi et ses partenaires à accompagner les Comores
- Huguette Bello ouvre le conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien
- [VIDEO] La culture de l'entraide
- 2021-2022 : Présidence française de la Commission de l'océan Indien à mi-parcours
- L'AFD ET LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN PARTENAIRES POUR UNE COOPÉRATION RÉGIONALE EFFICIENTE
- Commission de l'océan Indien - Participation de Jean-Baptiste Lemoyne (Saint-Denis de La Réunion, 26 novembre 2021)
- Coopération dans l'Océan indien : plus de 62 millions d'euros engagés par La Region
- COI : L'accord-cadre de la Plateforme Régionale en Recherche Agronomique pour le Développement dans l'océan Indien renouvelé pour 7 ans
- Le Conseil des ministres de la COI se tient, aujourd'hui, à la Réunion (VIDÉO), Interview wilfrid Bertile

Conseil des ministres de la Coi-Dialogue national I Dhoihir Dhoulkama appelle la Coi et ses partenaires à accompagner les Comores



Le ministre comorien des Affaires étrangères a fait appel à la Coi et aux partenaires de l'organisation indianocéanique à accompagner les Comores dans le cadre de l'organisation du dialogue national. Il s'agit, selon lui, d'un processus qui garantira la paix et la stabilité. Dhoihir Dhoulkamal a plaidé aussi pour la modernisation de la Coi et la mise en place d'un secrétariat général adjoint et d'une unité juridique pour faciliter les travaux.

La session extraordinaire du conseil des ministres de la commission de l'Océan indien (Coi) s'est tenue vendredi 26 novembre à Saint-Denis, à La Réunion. A l'occasion, le chef de la diplomatie comorienne, Dhoihir Dhoulkamal, a d'abord rappelé la situation sanitaire de la pandémie. "La situation sanitaire demeure inquiétante. I
l faut créer un dispositif de santé régional, capable de contrôler et maîtriser la propagation des épidémies dans nos pays respectifs avec notamment la nécessité d'œuvrer ensemble pour la pérennisation du bras technique santé de la Coi, l'Unité Veille Sanitair", a-t-il défendu avant de poursuivre sur "la mise en œuvre du plan régional de relance économique et le plan d'action régional de l'économie bleue, adoptés lors du dernier Conseil, sous la présidence comorienne".
Le chef de la délégation comorienne a aussi appelé à une modernisation du fonctionnement de l'instance régionale avec la création d'une unité juridique ainsi que le renforcement des capacités humaines, techniques et financières."Tous les chantiers mis en perspective ne pourront être réalisés que par la mise en place d'une architecture institutionnelle performante de notre organisation, une modernisation et une mise aux normes du secrétariat général, avec des capacités humaines, techniques et financières innovantes", exhorte-t-il.

Modernisation de la Coi

Dhoihir Dhoulkamal a également plaidé pour la création du poste du secrétaire adjoint et d'une unité juridique. "Je reste, en même temps persuadé que le parachèvement du processus d'évolution institutionnelle, la création d'une unité juridique et du poste de secrétaire général adjoint faciliteront la réalisation de cette vision", a-t-il défendu.

Le dialogue national

Le ministre comorien des Affaires étrangères a appelé l'organisation et les partenaires à accompagner les Comores pour l'organisation du dialogue national. "Sur le plan national, le chef de l'Etat comorien, Azali Assoumani, a lancé un appel au dialogue, à tous les acteurs politiques et à la société civile. Cette démarche inclusive et participative a pour objectif de promouvoir une réconciliation nationale et une consolidation des acquis de la réforme institutionnelle mise en place par le référendum de 2019", devait-il indiquer. C'est ainsi qu'il appellera "tous les pays amis" et les partenaires de la Coi à accompagner ce processus qui, selon lui "garantira la paix et la stabilité dans notre pays". Le ministre Dhoulkamal mettra ensuite l'accent sur la lutte contre la cybercriminalité qui devrait être "une de nos priorités, en matière de veille sécuritaire".

Chamsoudine Saïd Mhadji

Huguette Bello ouvre le conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien



Huguette Bello a ouvert ce vendredi 26 novembre 2021 le conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien, qui se tenait au Moca, à Saint-Denis. L'occasion pour la présidente du Conseil régional de défendre sa vision de la coopération et sa stratégie d'ouverture internationale. Nous publions ici le communiqué de la Région Réunion. (Photos : Conseil régional)

Huguette Bello a ouvert le conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien organisé ce vendredi 26 novembre 2021 au Moca, à Saint-Denis. C'était un rendez-vous important pour la présidente de la Région Réunion qui plaide pour une stratégie d'ouverture internationale et une meilleure insertion de notre île dans son environnement. Tout l'enjeu d'une coopération renforcée, c'est de favoriser le développement de La Réunion et un co-développement mutuellement avantageux avec les pays de la zone.

Ce conseil extraordinaire se tenait dans un contexte particulier où les impacts de la crise sanitaire ont largement modifié de nombreux paradigmes. La COI a justement mis en œuvre un plan de riposte régional contre l'épidémie de Covid et envisage de poursuivre son action en ce domaine. De ces crises multidimensionnelles, les populations les plus vulnérables sont en effet toujours les premières victimes. Quand on parle de coopération, c'est à elles que les gouvernants doivent penser en premier lieu. La collectivité régionale se sent donc aujourd'hui pleinement en phase avec les valeurs et les objectifs de la COI : le rapprochement des peuples, la sécurité alimentaire, la prévention des risques naturels, la sauvegarde de l'environnement et la gestion durable des ressources halieutiques.

La Région Réunion entend agir avec le soutien de la France et de l'Union européenne et en partenariat avec les pays membres de la COI pour bâtir le

co-développement régional en se fondant sur des complémentarités économiques. L'ambition affichée est de raccourcir les distances des importations, d'optimiser la connectivité numérique mais aussi aérienne et maritime et d'améliorer la connaissance de la langue commune, le français, et de nos langues régionales.
En clôture du conseil, la présidente Huguette Bello a co-signé avec Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, le CIRAD et la COI un accord-cadre de coopération sur la Plateforme régionale de recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien (PRERAD-OI).

La Région Réunion, partenaire engagé de la COI

Pour rappel, la COI est une organisation intergouvernementale créée en 1984 qui regroupe cinq États membres : l'Union des Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et la France au titre de La Réunion. Seule organisation régionale d'Afrique composée exclusivement d'îles, elle défend les spécificités de ses États membres sur les scènes continentale et internationale. Bénéficiant du soutien actif d'une dizaine de partenaires internationaux, la COI donne corps à la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant un large éventail de secteurs : préservation des écosystèmes, gestion durable des ressources naturelles, sécurité maritime, entrepreneuriat, santé publique, énergies renouvelables ou encore culture.

Suite de l'article

[VIDEO] La culture de l'entraide



Par**Guillaume Boyer**

Ce vendredi 26 novembre 2021, les ministres des cinq pays membres se sont réunis à Saint-Denis, sous la présidence de la France.

La session extraordinaire du conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien s'est tenue ce vendredi 26 novembre, dans le domaine de Moca, surplombant Saint-Denis. La séance a été introduite par les prises de parole de chaque représentant des États membres. Après l'Union des Comores, la France préside la COI en 2021-2022. Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'État, chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie, représentait le pays.

C'était la première réunion en présentiel des ministres depuis mars 2020, pandémie oblige. « La situation sanitaire demeure inquiétante. Il faut créer un dispositif de santé régional, avec notamment l'unité de veille sanitaire de la COI », a plaidé Dhoihir Dhoulkamal, ministre des affaires étrangères de l'Union des Comores. Il a aussi appelé à une modernisation du fonctionnement de la COI, à la création d'une unité juridique et d'un poste de secrétaire général adjoint, afin de renforcer les pouvoirs de la commission qui a de plus en plus de projets à porter.

Océan Indien

COMMISSION OCÉAN INDIEN

La culture de l'entraide

Hier les ministres des cinq pays membres se sont réunis à Saint-Denis, sous la présidence de la France. Ils ont signé des accords qui visent à renforcer l'institution.



La réunion d'hier était la première en présentiel depuis mars 2020. (Photos G.B.)

La session extraordinaire du conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien s'est tenue hier dans le domaine de Mova, surplombant Saint-Denis. La séance a été introduite par les prises de parole de chaque représentant des États membres. Après l'Union des Comores, la France présidée la COI en 2021-2022, Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'État, chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie, représentait le pays.

C'était la première réunion en présentiel des ministres depuis mars 2020, pandémie oblige. « La situation sanitaire demeure inquiétante. Il faut créer un dispositif de travail régional, avec notamment l'unité de veille sanitaire de la COI », a plaidé Dhoihir Dhoulkamal, ministre des affaires étrangères de l'Union des Comores. Il a aussi appelé à une modernisation du fonctionnement de la COI, à la création d'une unité juridique et d'un poste de secrétaire général adjoint, afin de renforcer les pouvoirs de la commission qui a de plus en plus de projets à porter.

Claude Morel, ambassadeur des Seychelles, a remercié l'unité de veille sanitaire « qui a permis de sauver des vies humaines » pendant la pandémie. Alan Ganoo, ministre mauricien, a déploré un sombre tableau, sur les plans économique et sanitaire.

« C'est notre ADN »

Wélayoudom Marimoutou a insisté sur « *l'entraide qui a toujours existé entre les membres en ces temps difficiles. L'entraide est un facteur d'évolution, mais elle n'est pas automatique. Il faut travailler à une culture de l'entraide. Elle est au cœur de la COI. C'est notre ADN. L'objet de cette session extraordinaire, ce sont justement les liens de solidarité. But : préserver nos biens publics régionaux que sont la santé, l'écologie et le climat.* » Alors que la COP 26 devrait se tenir avant l'été prochain, « *les populations vulnérables seront les premières victimes* », selon Bruneau Bello, président du conseil régional, hôte du jour.

Autre promesse : celle d'une économie bleue, dans un cadre évidemment sécurisée face au pillage ou à la piraterie. La coopération économique est incontournable : « *Il faut stimuler le commerce agricole entre îles* », a estimé Patrick Rajoelina, ministre malgache. Son pays a 2,2 millions d'hectares de terres cultivables qui ne sont pas encore exploitées. Il est rejoint par M. Ganoo sur ce point. Celui-ci a aussi réaffirmé l'appartenance des Chagos à Maurice, sanctifié par des tribunaux internationaux, mais occupé par le Royaume-Uni.

Le cas de Mayotte, revendiquée par l'Union des Comores, n'a pas été évoqué. Le nom du 101e département français n'figure pas une seule fois dans le rapport annuel 2020 de la COI.

Des métiers de demain à créer

Un effort est également réalisé sur la culture, d'un concours littéraire à la fameuse transatlantique historique sur le web qui fête ses dix ans. La formation étudiante et la mobilité doivent être un axe fort de la présidence française. « En 2060, il y aura 9 milliards de jeunes sur le marché du travail dans nos îles, a souligné Wélayoudom Marimoutou. Il faut construire des formations en phase avec les priorités de nos États. » « Il faudra investir car 40 % des métiers de demain n'existent pas encore », a-t-il également avancé.

À la fin de la journée de nombreux accords ont été signés. Avec celui avec l'Université de La Réunion. L'objectif : encourager les coopérations dans tous les domaines (formation, recherche, mobilité…) en vue de contribuer à renforcer la compétitivité des îles de l'espace COI dans le développement durable, le changement climatique, les énergies renouvelables, la sécurité alimentaire, la santé, les sciences humaines.

Des accords ont été signés pour des projets liés à la résilience des îles devant le changement climatique, sur l'agronomie, avec le Cirad, ou concernant la santé (RSIE Sega One Health). La fraude liée à la pêche illégale représente des centaines de millions. Cette surveillance sera renforcée. Enfin, la COI va aussi défendre les intérêts des membres auprès de l'UE et de l'Union africaine, qui ont récemment eu tendance à oublier les particularités des États insulaires.

Guillaume BOYER



Alan Ganoo, représentant du gouvernement de l'île-sœur.



Claude Morel, ambassadeur des Seychelles.



Dhoihir Dhoulkamal, ministre des Affaires étrangères de l'Union des Comores.



Jean-Baptiste Lemoyne a trouvé les travaux du jour très constructifs.



Patrick Rajoelina, ministre des Affaires étrangères de Madagascar.



Wélayoudom Marimoutou a eu l'honneur d'accueillir une réunion de la COI dans son île.

Un budget qui prend de l'ampleur

La grandeur de la France est directement liée à son espace ultramarin. Le pays est encore considéré comme une puissance mondiale parce qu'il a des territoires dans l'ensemble du monde. S'il les perdait, il redeviendrait un État européen comme les autres. Pour exercer son influence et développer sa politique internationale, la France participe aux commissions régionales dans tous les océans, dont la Commission de l'océan Indien (COI). Créée à Victoria aux Seychelles en 1984, son secrétaire général est Wélayoudom Marimoutou, ancien recteur de l'Académie de la Réunion.

La COI regroupe cinq États (Comores, France, Maurice, Madagascar, Seychelles) soit 30,3 millions d'habitants. Il y a aussi sept membres observateurs. Pas n'importe lesquels : la République populaire de Chine, l'Union européenne, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Ordre souverain de Malte, l'Inde, le Japon, et l'Organisation des Nations unies.

Depuis sa création, soit 37 ans, la COI a financé des projets à hauteur de 275 millions d'euros (M€). Pas si énorme pour un territoire grand comme 1,5 fois la taille de l'Union européenne. Pour comparer, le budget des investissements du conseil départemental de La Réunion a été de 226 M€, seulement pour 2021.

Mais les dotations montent en puissance. Pour 2020-2025, plus d'une centaine de M€ seront déboursés sur une quinzaine de projets (financeurs : Agence française de développement, Union européenne, Banque mondiale, FAO, Japon, Département et Région Réunion…). Le budget de son secrétariat général, environ 1,30 M€, est assuré notamment par la France pour 0,50 M€ et par Madagascar pour 0,37 M€.

G.B.

2021-2022 : Présidence française de la Commission de l'océan Indien à mi-parcours

La France exerce la présidence de la Commission de l'océan Indien (COI) de mai 2021 à février 2022. Cette présidence est l'occasion de renforcer la solidarité régionale, de conforter l'intégration économique des territoires français de l'océan Indien dans leur environnement proche et de promouvoir la Francophonie.

Un souffle nouveau pour la coopération régionale dans le sud-ouest de l'océan Indien

En étroite coopération avec le Secrétaire général de la COI, Vêlayoudom Marimoutou, la présidence française est l'occasion de s'adresser directement aux jeunesses des 5 îles afin de façonner un espace dynamique et inclusif. Elle poursuit également des objectifs régionaux, tels que :

- le renforcement de la solidarité régionale,
- l'intégration économique des territoires français de l'océan Indien dans leur environnement proche,
- la promotion de la Francophonie.

- 6 mois après le début de la présidence française, plusieurs projets importants ont été initiés et permettent d'apporter un souffle nouveau à la coopération régionale dans le sud-ouest de l'océan Indien dans différents domaines :
- **Relancer l'économie et soutenir la création d'un incubateur d'entreprises multisectoriel et la création d'un réseau d'entrepreneurs.**
  Ainsi, le forum des femmes et hommes d'affaires de l'océan Indien du 18 novembre 2021, organisé par Cap Business Océan Indien, a permis de mettre en relation et d'encourager de nouvelles synergies entre les entrepreneurs de la région.
- **Garantir la sécurité maritime grâce à une coopération entre les Etats de la région** (Djibouti, Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles, Somalie, Tanzanie).
- **Lutter contre la pandémie de la Covid-19** en renforçant le partage d'informations et l'acheminement d'équipements médicaux à quatre Etats membres de la COI (Comores, Madagascar, Seychelles et Maurice).
- **Poursuivre la réforme institutionnelle de la COI.** La présidence française a pour objectif d'étendre les domaines de coopération afin que la COI puisse répondre efficacement et rapidement aux défis rencontrés.

- **Promouvoir l'économie bleue grâce à l'organisation d'une journée régionale de l'économie bleue dans la région**, le 17 juillet 2021. Cette journée a rassemblé 200 participants et a été l'occasion, pour Franck Riester, ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, de présenter les engagements de la France pour l'économie bleue.
- **Instaurer un espace de dialogue sur les enjeux de coopération humanitaire** avec la tenue d'une conférence internationale sur la transition humanitaire dans l'océan Indien, en juillet 2021 à La Réunion. Cette rencontre a réuni une grande diversité d'acteurs (ONG humanitaires, agences multilatérales, associations locales, dispositifs public-privé, Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) et des chercheurs universitaires.

L'AFD ET LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN PARTENAIRES POUR UNE COOPÉRATION RÉGIONALE EFFICIENTE



À l'occasion du Conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), sous présidence française, qui s'est déroulé le 26 novembre dernier, retour sur les enjeux du partenariat signé avec l'AFD pour le développement durable et résilient de l'océan Indien.

Créée en 1982 par la déclaration de Port-Louis à l'île Maurice, la COI est une organisation intergouvernementale composée de cinq États membres : l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle reçoit également depuis 2016 sept membres observateurs dont l'Union européenne et l'Organisation des Nations unies.

Cette commission a pour principaux enjeux la défense des spécificités insulaires de ses États membres sur les scènes continentale et internationale et l'établissement d'une solidarité régionale forte. Elle tire ainsi profit des atouts et des compétences de chacun des États membres dans les différents secteurs sur lesquels elle se mobilise : climat, énergies durables, santé, pêche, sécurité alimentaire, connectivité, stabilité, industrie culturelle.

L'Accord de Victoria révisé adopté le 6 mars 2020 vise à renforcer les liens de la COI avec les autres organisations régionales (Union africaine, COMESA, IORA, etc.), à rapprocher les populations en intensifiant les échanges (culturels, humains et commerciaux) pour un espace plus intégré, ouvert et cohérent, et enfin à formaliser et régulariser les sommets pour un suivi plus rapproché de la mise en œuvre de la stratégie régionale. Ce travail est d'autant plus important que la structuration de la coopération régionale autour d'une même vision politique entre États insulaires représente un véritable levier d'action sur la scène internationale.

Plusieurs transformations institutionnelles majeures ont été adoptées, notamment l'élargissement du champ des missions de la COI, l'institution du Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui devient un organe décisionnel statutaire, la création d'un poste de secrétaire général adjoint, dont le mandat a été allongé de quatre à cinq ans, l'organisation de

conférences ministérielles thématiques et enfin la confirmation des critères et modalités du statut d'observateur. Ces modifications ont pour but de rendre la mise en œuvre des projets plus rapide et efficace, traduisant les visions et les stratégies en actions concrètes.
L'élargissement du champ de coopération et de dialogue avec les autres organisations multilatérales, ainsi que l'accès à de nouveaux financements pour la mise en œuvre des nombreux projets de coopération, sont au cœur de ces réformes. Ces renforcements institutionnels et fonctionnels doivent notamment permettre à la COI d'être accréditée aux 9 piliers de l'Union européenne et auprès du Fonds vert à travers le projet Institutional Capacity Building (INCA).
L'AFD a accentué ses appuis depuis 2018 en participant au financement de nombreux projets impulsés par la COI comme ExPLOI (Expédition plastique océan Indien), RECOS (Résilience côtière) ou encore HydroMET (Hydrométéorologie et services climatiques) qui prend la suite du projet BRIO (Building Resilience in Indian Ocean). Le cumul des financements français et délégués mis en œuvre par l'AFD en faveur de la COI se chiffre à plus de 100 millions d'euros sur la période 2018-2021.

La pertinence de l'action régionale mise en exergue par la pandémie de Covid-19

La sécurité sanitaire est portée par la COI à travers le Réseau de surveillance et d'investigation épidémiologique (RSIE) SEGA-One Health, soutenu depuis 2007 par l'AFD sur financement en dons de la France et à présent de l'Europe. La mobilisation de ce réseau a permis d'apporter une réponse régionale à la pandémie de Covid-19. Un plan d'urgence suivi d'un plan de riposte a montré que l'action de la COI et de son unité de veille sanitaire pouvait être rapide, efficace et adaptée aux besoins régionaux.
Depuis mi-février 2020, l'AFD et l'UE auront porté le budget du projet RSIE à plus de 20 millions d'euros, les apports complémentaires ayant pour objectifs principaux de mettre à niveau les systèmes de santé publique des États membres par rapport aux exigences de l'OMS et de renforcer les capacités en termes de services, d'équipements, de tests et de formations. **Suite de l'article**

Commission de l'océan Indien - Participation de Jean-Baptiste Lemoyne (Saint-Denis de La Réunion, 26 novembre 2021)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, présidera le Conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) à Saint-Denis de La Réunion aujourd'hui.

Le secrétaire d'État échangera à cette occasion avec ses homologues des États membres (Madagascar, Maurice, Union des Comores et Seychelles). Il dressera un premier bilan des six premiers mois de la présidence française de la COI dans les domaines de la relance économique, de la mobilité universitaire, de la formation professionnelle, de la sécurité maritime et du renforcement institutionnel avec les travaux d'élaboration d'un plan de développement stratégique et humain de la COI.

M. Jean-Baptiste Lemoyne annoncera la tenue, début 2022, des premières Assises régionales de la formation professionnelle qui réuniront l'ensemble des acteurs du secteur afin de définir les contours d'un projet de coopération en matière de formation professionnelle et de mobilité des jeunes dans la zone COI ; ainsi que la tenue d'un atelier sur la sécurité maritime et environnementale consacré au renforcement des capacités de prévention et de réaction aux pollutions maritimes.

Le prochain Conseil ordinaire des ministres est prévu à Paris le 23 février, à l'issue duquel la France transmettra la présidence à Madagascar

Coopération dans l'Océan indien : plus de 62 millions d'euros engagés par La Region



Huguette Bello a ouvert le conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien organisé ce vendredi 26 novembre 2021 au Moca, à Saint-Denis.

C'était un rendez-vous important pour la présidente de la Région Réunion qui plaide pour une stratégie d'ouverture internationale et une meilleure insertion de notre île dans son environnement. Tout l'enjeu d'une coopération renforcée, c'est de favoriser le développement de La Réunion et un co-développement mutuellement avantageux avec les pays de la zone.

Ce conseil extraordinaire se tenait dans un contexte particulier où les impacts de la crise sanitaire ont largement modifié de nombreux paradigmes. La COI a justement mis en œuvre un plan de riposte régional contre l'épidémie de Covid et envisage de poursuivre son action en ce domaine. De ces crises multidimensionnelles, les populations les plus vulnérables sont en effet toujours les premières victimes. Quand on parle de coopération, c'est à elles que les gouvernants doivent penser en premier lieu. La collectivité régionale se sent donc aujourd'hui pleinement en phase avec les valeurs et les objectifs de la COI : le rapprochement des peuples, la sécurité alimentaire, la prévention des risques naturels, la sauvegarde de l'environnement et la gestion durable des ressources halieutiques.



La Région Réunion entend agir avec le soutien de la France et de l'Union européenne et en partenariat avec les pays membres de la COI pour bâtir le

co-développement régional en se fondant sur des complémentarités économiques. L'ambition affichée est de raccourcir les distances des importations, d'optimiser la connectivité numérique mais aussi aérienne et maritime et d'améliorer la connaissance de la langue commune, le français, et de nos langues régionales.
En clôture du conseil, la présidente Huguette Bello a co-signé avec Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, le CIRAD et la COI un accord-cadre de coopération sur la Plateforme régionale de recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien (PRERAD-OI).

La Région Réunion, partenaire engagé de la COI

Pour rappel, la COI est une organisation intergouvernementale créée en 1984 qui regroupe cinq États membres : l'Union des Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et la France au titre de La Réunion. Seule organisation régionale d'Afrique composée exclusivement d'îles, elle défend les spécificités de ses États membres sur les scènes continentale et internationale. Bénéficiant du soutien actif d'une dizaine de partenaires internationaux, la COI donne corps à la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant un large éventail de secteurs : préservation des écosystèmes, gestion durable des ressources naturelles, sécurité maritime, entrepreneuriat, santé publique, énergies renouvelables ou encore culture.
La Région Réunion participe activement aux activités de la COI et contribue à l'amélioration de sa capacité d'expertise. Elle prend ainsi en charge un poste de chargé de mission mis à disposition du Secrétariat Général et finance aussi quatre postes de volontaires de solidarité internationale qui complètent les ressources humaines de la COI dans des domaines aussi importants que l'économie, la gestion des déchets, l'édition ou encore l'environnement et le réchauffement climatique.
La collectivité régionale intervient également sur le plan financier. En raison de son statut de région européenne ultrapériphérique, elle gère les crédits des programmes européens de coopération Interreg. Ces crédits servent à financer partiellement des projets avec un complément de financement apporté par la partie française dont la Région Réunion. Au total 229 projets ont été soutenus entre 2014 et 2021. Cette participation sera poursuivie et amplifiée : la Région Réunion a engagé une nouvelle programmation pour la période 2021-2027 pour un montant total de plus de 62 millions d'euros.PHOTOS

COI : L'accord-cadre de la Plateforme Régionale en Recherche Agronomique pour le Développement dans l'océan Indien renouvelé pour 7 ans

Le 26 novembre 2021 à Saint-Denis (La Réunion), à l'occasion du Conseil extraordinaire des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie, Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI, Huguette Bello, Présidente du Conseil Régional, Cyrille Melchior, Président du Conseil Départemental, et Elisabeth Claverie de Saint-Martin, Présidente Directrice générale du Cirad, ont renouvelé l'accord cadre de la Plateforme Régionale en Recherche Agronomique pour le Développement dans l'océan Indien (PRéRAD-OI).



La PRéRAD-OI est un outil au service de la coopération scientifique régionale dans le sud-ouest de l'océan Indien. Son objectif est d'accroître la visibilité et la contribution de la recherche agricole au développement durable de la région.
Depuis 2014, cette plateforme, animée et coordonnée par le Cirad, réunit les cinq pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI). Un premier accord-cadre avait été alors signé le 5 juin 2014 entre la COI, la préfecture de La Réunion, le Conseil Régional et le Cirad.
Ce second accord cadre, renouvelé pour une durée de 7 ans, vient réaffirmer les ambitions de la PRéRAD-OI :

- Être un outil de coopération régionale agricole scientifique dans l'océan Indien, qui participe au renforcement de la recherche, de l'innovation et de la formation, triptyque nécessaire à l'émergence d'un écosystème partenarial durable et dynamique ;

- Participer à la structuration d'un pôle d'excellence en recherche agronomique et en innovation ;
- Fédérer des réseaux régionaux d'acteurs engagés ;
- Partager des ressources et des solutions utiles et appropriables par les acteurs publics, les producteurs, les organisations professionnelles et les agences de développement régionales et nationales. Il s'agit là de resserrer les liens entre ces différentes communautés en les dotant d'outils innovants et opérationnels.

La PRéRAD-OI participe ainsi à la structuration de la recherche agronomique dans la zone, au développement et à la promotion de l'innovation et au renforcement des capacités des acteurs issus du monde agricole afin de répondre aux grands enjeux alimentaires, sanitaires et environnementaux que doivent relever les territoires insulaires de la zone.

L'Observatoire des Agricultures de l'océan Indien : un outil d'aide à la décision unique dans la zone pour orienter les investissements

Cet outil, porté par la PRéRAD-OI, permet de construire une connaissance partagée et harmonisée de la diversité des systèmes agricoles des différents territoires, de leurs fonctionnements, de leurs performances et de leurs évolutions dans le temps. Véritable centre de ressources pour la décision, l'observatoire proposera des services de conseils aux producteurs et aux décideurs à travers des bilans et des recommandations qui viendront éclairer l'élaboration de stratégies de transition et d'investissement pour aller vers des systèmes de production durables, inclusifs et résilients.

A Madagascar, une étude de faisabilité a commencé. Ce travail est conduit en partenariat étroit avec une organisation paysanne faitière, le réseau Syndicat des Organisations Agricoles (SOA) appuyé par Afdi Madagascar et le Cirad. L'ambition est d'étendre cette dynamique travail aux autres pays insulaires de la sous-région.

Le Conseil des ministres de la COI se tient, aujourd'hui, à la Réunion (VIDÉO)

Interview Wilfrid Bertile



C'est l'évènement politique de la semaine dans l'océan Indien. Notre île accueille ce matin de nombreux ministres des îles de l'océan Indien, sans compter des ministres français. A l'exception toutefois de celui des Outre-mers, qui a dû reporter son déplacement en raison de la situation de crise qui règne aux Antilles. Pour faire le point sur ce rendez-vous politique important pour l'avenir des îles de l'océan Indien, notre journaliste Yves Mont-Rouge a interrogé le conseiller régional Wilfrid Bertile, président de la Commission des Affaires générales, financières, européennes et relations internationales et conseiller délégué au co-développement régional, à la pêche et aux relations extérieures. Wilfrid Bertile qui est également universitaire à la retraite (ancien professeur agrégé de Géographie), ancien député-maire de Saint-Philippe et ancien secrétaire général de la Commission de l'océan Indien; Poste occupé aujourd'hui par le Réunionnais Vellayoudom Marimoutou (ancien recteur de la Réunion).

La Réunion va accueillir vendredi prochain 26 novembre à Moca le Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI). Ce conseil se déroulera en présence du ministre des Outre-mers Sébastien Lecornu. Vous qui avez été secrétaire général de la COI, quel est l'enjeu de ce Conseil pour les îles de l'océan Indien en général et pour la Réunion en particulier ?

Ce Conseil des Ministres de la COI qui regroupera des ministres des Affaires étrangères des pays membres que sont outre la France/Réunion, les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles se tient à La Réunion puisque c'est la France qui préside cette année la COI. De plus c'est un conseil en présentiel post-covid qui trouve certains pays membres en grande difficulté sanitaire et économique. Ce pourrait être l'occasion d'un nouveau départ d'autant plus que nous entrons dans une nouvelle programmation des crédits européens consacrés à la coopération régionale tant en bilatéral (de pays à

pays) qu'en multilatéral (par le biais des organisations d'intégration régionale comme la COI).

En quoi la présence de toutes ces personnalités politiques de l'OI pourraient faire avancer le développement de nos régions ? Dans quelques domaines concrètement ?

Ces ministres décident de la mise en oeuvre d'un grand nombre de projets dans les domaines les plus divers: l'agriculture (sécurité alimentaire); la surveillance des pêches, la gestion intégrée des zones côtières; la recherche; la protection de l'environnement, la protection de la biodiversité, la santé… Ces projets sont financés par l'union européenne, la France et d'autres bailleurs de fonds. Ils participent concrètement à une meilleure connaissance réciproque et ont des retombées positives dans les pays concernés, les dotant d'équipements, de connaissances, de ressources humaines améliorées….

Après le Conseil des ministres de l'OI à la Réunion vendredi, vous serez présent avec la présidente Huguette Bello à Mayotte, le lundi 29 novembre, pour la Conférence de coopération régionale. C'est quoi la différence entre le Conseil des ministres et la CCR ?

Le Conseil des ministres est l'instance décisionnelle de la COI qui est une organisation intergouvernementale regroupant cinq pays membres. La COI a son siège à Maurice et agit pour l'ensemble de ses membres. La Conférence de Coopération Régionale est une manifestation créée par la Loi d'orientation pour l'Outre-mer (LOOM). Elle regroupe les représentants de l'Etat à La Réunion et à Mayotte, la Région Réunion, les Départements de La Réunion et de Mayotte et les ambassadeurs français des pays de notre environnement géographique. Elle est présidée par un ministre français et animée par de hauts fonctionnaires du ministère des Affaires Etrangères. C'est donc une instance franco-française. Elle se tient à un moment particulier, après l'intervention du président de la République à,La Réunion en 2019 sur l'importance de l'Indo-Pacifique et l'admission de la France il y aura bientôt un an à l'IORA (Indian ocean Rim Association -Association des Etats riverains de l'océan Indien) qui a constitué pour elle une grande victoire diplomatique. **Suite de l'article**

Plus d'infos sur le conseil extraordinaire de la COI cliquez les liens ci-dessous :

https://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2021/11/26/commission-de-l-ocean-indien-l-accord-cadre-de-la-plateforme-regionale-renouvele-pour-7-ans,143918.html
https://www.clicanoo.re/rubriques/politique/2021/11/26/huguette-bello-ouvre-le-conseil-extraordinaire-des-ministres-de-la-commission-de-locean-indien
https://outremers360.com/bassin-indien-appli/cooperation-regionale-la-presidente-de-la-region-reunion-a-ouvert-le-conseil-extraordinaire-des-ministres-de-la-commission-ocean-indien
https://www.linfo.re/videos/toutes-nos-videos/conseil-extraordinaire-des-ministres-a-la-commission-de-l-ocean-indien
https://www.diplomatie.gov.mg/index.php/actualites1/335-session-extraordinaire-de-la-commission-de-l-ocean-indien-coi
http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/r%C3%A9fl%C3%A9chir-sur-un-avenir-meilleur-et-imm%C3%A9diat-dans-la-r%C3%A9gion-.html
https://www.mada-hotels-consultant.com/le-representant-de-loif-pour-locean-indien-est-arrive-la-reunion
https://www.habarizacomores.com/2021/11/sommet-de-la-commission-de-locean.html
https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/jean-baptiste-lemoyne-au-chevet-du-tourisme-a-la-reunion-1164892.html
https://www.zinfos974.com/COI-L-accord-cadre-de-la-Plateforme-Regionale-en-Recherche-Agronomique-pour-le-Developpement-dans-l-ocean-Indien_a175986.html
https://www.alvinet.com/similaires/coi-l-accord-cadre-de-la-plateforme-regionale-en-recherche-agronomique-pour-le-developpement-dans-l-ocean-indien-renouvele-pour-7-ans/60680145
https://www.domtomactu.com/2021/11/22/le-conseil-des-ministres-de-la-coi-se-deroulera-ce-vendredi-a-la-reunion-interview-de-wilfrid-bertile-video/
https://freedom.fr/le-conseil-des-ministres-de-la-coi-se-deroulera-ce-vendredi-a-la-reunion-interview-de-wilfrid-bertile-video/
https://www.megazap.fr/Visite-du-Representant-de-l-Organisation-internationale-de-la-Francophonie-OIF-pour-l-ocean-Indien-a-La-Reunion_a8549.html
Commission de l'Océan indien I Les travaux du Conseil des ministres s'ouvrent ce vendredi à Saint-Denis - (alwatwan.net)
Le Conseil des ministres de la COI se tient, aujourd'hui, à la Réunion (VIDÉO) – Free Dom
https://www.temoignages.re/politique/co-developpement/le-representant-de-l-oif-pour-l-ocean-indien-est-arrive-la-reunion,102599
https://www.youtube.com/watch?v=DT2aghH0KpQ
https://www.facebook.com/commissionoi/